

fiscale dans la transition écologique»

Lors d'une conférence aujourd'hui à Luxembourg, il expliquera en quoi le combat contre le dérèglement climatique est l'auteur d'insoutenables inégalités. Pour une justice sociale et environnementale.



Photo : afp

En France, le mouvement des «gilets jaunes» a été déclenché par une taxe sur les carburants. En mettant «en place une taxe carbone sans tenir du tout compte du contexte social, on a très exactement fait ce qu'il ne faut pas faire si on veut avancer sur la transition écologique», affirme l'économiste Lucas Chancel.

Il faut un pouvoir public qui marque un horizon clair et il doit effectivement être fort sur la transition écologique. Il n'a pas besoin d'être fort sur tous les domaines. Le pouvoir public doit débloquent les points de blocage pour laisser ensuite agir les acteurs à différents échelons. La rénovation énergétique des logements est l'illustration typique de cela. La puissance publique peut faire beaucoup en mettant de l'argent sur la table, en adoptant de nouvelles réglementations qui vont permettre aux acteurs privés de faire le job. En France, il y a plusieurs millions de passoires thermiques. Les propriétaires, qui ne sont pas nécessairement occupants des logements, font souvent face à une copropriété dans laquelle il n'est pas facile de mettre tout le monde d'accord pour une rénovation thermique de la façade. La puissance publique ne peut pas l'imposer du jour au lendemain mais peut fixer un horizon avec une obligation, par exemple, à l'horizon 2022. Pour y parvenir, elle peut changer les règles d'accords au sein des copropriétés en prévoyant les décisions à la majorité absolue ou relative.

Le Luxembourg a l'un des revenus par habitant les plus élevés au monde, mais aussi l'empreinte écologique la plus élevée au monde. Revenu élevé signifie-t-il forcément empreinte écologique élevée?

Les deux sont clairement corrélés. Le niveau de richesse est associé au niveau de pollution. On voudrait nous faire croire qu'avec la croissance verte, les riches vont investir dans des technologies bas carbone et que cela va résoudre le problème. On peut évidemment être vertueux quand on va acheter des appareils électroménagers avec une classe

énergétique A++... C'est même ce qu'il faut faire. Entre un ménage qui s'approvisionne uniquement en appareils A++ et un autre qui achète des appareils moyens du début des années 2000, la facture et la consommation d'électricité sont divisées par trois. C'est positif. Mais il faut aussi prendre en compte le contenu carbone de tous les biens et services achetés par le ménage et pas uniquement la consommation électrique.

Quand on prend en compte l'ensemble, il n'y a pas photo : les très aisés vont dépenser beaucoup plus que les autres et le carbone associé à ces dépenses et à la fabrication des biens est beaucoup plus élevée que chez les pauvres. Hormis de très rares cas, il n'y a pas d'exemple du contraire.

Vous avez évoqué la croissance verte, une théorie proclamant qu'une croissance élevée du PIB est compatible avec les objectifs environnementaux. Mais vous ne semblez pas trop y croire...

La technologie peut permettre des avancées dans le domaine énergétique. Mais si, dans le même temps, on ne va pas vers plus de sobriété, on n'arrivera pas à réduire nos émissions de carbone. En Europe, les émissions repartent à la hausse ces dernières années et cela signifie que, pour l'instant, la croissance verte, ça ne marche pas. Il faut évidemment tendre vers cela. Le problème est que ce terme a été beaucoup galvaudé pour faire du "greenwashing".

Pour faire croire à la population que tout va bien, que l'on va pouvoir concilier croissance des revenus et protection de l'environnement. Mais il ne faut pas se leurrer : il faut des changements radicaux pour inverser la tendance.

Quand vous parlez de sobriété, cela signifie-t-il moins consom-

« La solution viendra d'un croisement des meilleures pratiques mondiales, qu'elles viennent de pays riches ou émergents. Ce n'est pas seulement nécessaire, c'est possible »

mer, moins produire?

Cela veut dire qu'il faut consommer et produire moins sur les secteurs carbonés, sur les pesticides, sur l'agriculture non biologique. Il faut que ces secteurs décroissent tandis que d'autres secteurs doivent croître. Nos deux objectifs de politique publique sont la protection de l'environnement et la garantie pour chacun d'un socle minimum adéquat et acceptable de protection sociale, d'accès à l'éducation, à la culture, à la santé. Peut-on dissocier ces objectifs de la croissance économique, qu'elle soit positive ou négative? À mon sens, la question n'est plus là. Aujourd'hui, le financement de la protection sociale est connecté à l'évolution du PIB. Tant que l'on n'arrivera pas à les déconnecter, on n'arrivera pas à mettre en place des politiques environnementales et sociales.

Des chercheurs affirment que

prendre des mesures sociales fortes, comme la réduction du temps de travail, peut contribuer à la lutte contre le réchauffement...

De nombreuses mesures sociales peuvent nous permettre de réduire notre empreinte énergétique. La réduction et le partage du temps de travail plaident pour une société où

l'on s'occupe davantage de ses proches, où l'on participe à des activités culturelles, etc. Cela peut tout à fait être compatible avec l'environnement. Mais si cette réduction du temps de travail aboutit à transformer

le temps libre en voyage en avion pour un week-end à Marrakech, cela ne marchera pas. Il faut penser les choses de manière intégrée et se garder de dire que les politiques sociales sont nécessairement pro-environnement ou que les politiques environnementales sont nécessairement sociales. On l'a bien vu avec la taxe carbone en France. Inversement, les politiques sociales peuvent tout à fait être bonnes si elles sont pensées dans un cadre global. En parallèle de la réduction du temps de travail, il faut une politique fiscale assez forte afin que ce temps libre ne soit pas utilisé d'une façon qui va détruire l'environnement.

Concilier progrès social et protection de l'environnement, est-ce une option parmi d'autres ou une nécessité?

Les deux. C'est une nécessité parce que l'on ne peut pas atteindre un

objectif en sabordant l'autre. Une société plus juste va éviter les implosions sociales comme on a pu en connaître. Mais si l'on se contente de cela, sans tenir compte du nouvel impératif du XXI^e siècle qui est la protection de l'environnement, c'est une contrainte extérieure qui fera implorer les systèmes. L'argument principal que j'essaie de mettre en avant dans *Insoutenables inégalités* est que la solution viendra d'un croisement des meilleures pratiques mondiales, qu'elles viennent de pays riches ou émergents. Ce n'est pas seulement nécessaire, c'est possible. Il faut une métamorphose très importante et cette métamorphose est à portée de main. C'est un peu le paradoxe de cette transition.

Et la volonté politique pour y parvenir existe, selon vous?

Elle est grandissante, tout comme la volonté citoyenne. Mais il faut faire un vrai travail sur l'alliance du social et de l'environnemental pour montrer que cette transition va bénéficier au plus grand nombre. Qu'en tout cas, elle peut bénéficier au plus grand nombre. Car le contraire aussi est possible : une transition totalement injuste avec des taxes sur la consommation ou des investissements très capitalistes dans de nouveaux mastodontes de l'énergie renouvelable. Mais ces investissements écologiques peuvent aussi créer des richesses davantage partagées, détenues par les municipalités ou la puissance publique. Comme toujours en économie et dans les grandes décisions d'orientation politique, différents choix sont possibles. On peut choisir une transition juste et efficace. C'est à nous de saisir ce choix, de s'emparer de notre destin.

Recueilli par Fabien Grassier